

Inter Pares mise sur plus de quarante années d'expérience et un réseau mondial de militantes et de militants pour remettre en question les inégalités, au Canada et ailleurs. Reconnue pour son approche progressiste et novatrice en matière de coopération internationale, Inter Pares appuie la lutte pour la création de sociétés justes en se servant du levier de la solidarité. En collaborant avec plus de 100 homologues, nous identifions ensemble les causes profondes des injustices pour produire un changement social durable. Rejoignez-nous : www.interpares.ca

Gens ordinaires... changements extraordinaires

RAPPORT ANNUEL 2018

Membres du Personnel 2018

Ashley Armstrong	Bill Fairbairn	Samantha McGavin
Bharat Bishwakarma	Rasha Hilal Al-Baiyatti	Rita Morbia
David Bruer	Sandra Gasana	Marie José Morrisette
Guillaume Charbonneau	Charlotte Kiddell	Laura O'Neill
Eric Chaurette	Jack Hui Litster	Nikki Richard
Mariétou Diallo	Kevin Malseed	Jean Symes
Kathryn Dingle	Nelly Marcoux	Rebecca Wolsak

Conseil d'administration en 2018

Amanda Dale	Shree Mulay
Annette Desmarais	Sharon Nyangweso
Mireille Landry	Jeannie Samuel
James Loney	Holly Solomon
Michael Manolson	Sari Tudiver (présidente)
Esperanza Moreno	Bill Van Iterson (trésorier)

PHOTOS DE COUVERTURE :
SAMANTHA MCGAVIN, ERIC CHAURETTE, JACK HUI LITSTER, COLOMBIA DIVERSA, MININGWATCH CANADA
COLLAGE PHOTOS INTÉRIEUR :
JACK HUI LITSTER, SAMANTHA MCGAVIN, RITA MORBIA, ERIC CHAURETTE, BILL FAIRBAIRN, MININGWATCH CANADA

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704
info@interpares.ca • www.interpares.ca
Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVIDBERMAN.COM



*Sans
collectivité,
il n'y a pas
de libération.*

AUDRE LORDE

Défendre le droit à l'action politique et sociale

DEPUIS PLUS DE QUARANTE ANS, INTER PARES travaille à créer des liens profonds et durables autour d'une cause commune entre les organisations de la société civile au Canada et dans le monde – comme égaux, entre égaux. C'est ce que signifie Inter Pares; c'est ce qui marque son action.

Au fil des ans, dans d'innombrables situations et dans divers pays, nous avons marché aux côtés de personnes et d'organisations sous la chape de plomb de la répression contre leurs aspirations et leur lutte pour la liberté politique et le changement progressiste.

Notre monde vit un moment particulier : les puissants attaquent ouvertement et de façon concertée celles et ceux qui s'organisent pour protéger leurs droits ou qui lancent des idées et se mobilisent en vue d'un changement pacifique.

En août 2018, la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a présenté à l'Assemblée générale de l'ONU son rapport *Sauver des vies n'est pas un crime* (*Saving Lives is Not a Crime*). Plutôt que de protéger les libertés, des États font de l'intimidation judiciaire, observe-t-elle. Ils criminalisent les manifestations, les regroupements et les déclarations pour faire taire la dissidence. Elle

s'indigne que des gouvernements criminalisent aussi les organisations de secours humanitaire et de défense des droits de la personne en leur appliquant des mesures prévues à l'origine pour lutter contre le terrorisme.

Et cela n'arrive pas seulement loin de chez nous : en ce moment même, le Parlement canadien considère adopter de nouveaux pouvoirs de surveillance de masse avec le projet de loi C-59 en matière de sécurité nationale.

En 2018, les attaques contre des défenseurs des droits de la personne qui dénoncent les abus des grandes sociétés ont augmenté de 34 % – harcèlement judiciaire, intimidation, agressions et assassinats. Les plus touchées sont les personnes qui défendent les droits fonciers et manifestent contre les violations commises par l'industrie des mines et de l'agroalimentaire. Celles qui défendent les droits des femmes sont exposées à des menaces accrues, parfois ciblées pour leur activisme et parfois, seulement parce qu'elles sont des femmes.

Mais en même temps, partout, des gens refusent de voir se refermer l'espace voué à la dissension et au débat, un espace qu'ils ont eux-mêmes créé à force de courage. Ils réfléchissent, ils s'organisent et se mobilisent pour défendre des politiques et des programmes qui bénéficient aux gens et qui protègent leurs droits.

Nous croyons que c'est justement cette mobilisation – et ses succès – qui déclenche la répression du pouvoir. C'est pour cela qu'il faut maintenant redoubler d'efforts pour défendre les activistes et faire cause commune avec celles et ceux qui luttent pour un monde meilleur.

Ce rapport annuel présente ce que nous avons appris ensemble au fil du temps. On y raconte les expériences et les actions de personnes ordinaires qui se mobilisent pour faire des choses extraordinaires. Dans ces organisations comme dans d'autres, des gens se réunissent pour vivre leur humanité, leur audace et leur courage à changer les choses pour le meilleur.

Ce qui arrive aujourd'hui n'a rien de nouveau. Cela fait partie de la quête d'un monde plus juste et plus humain. La lutte pour créer – et recréer – des espaces citoyens sains et dynamiques est aussi vieille que le monde. Elle connaît bien plus de succès que d'échecs, bien plus de victoires que de défaites, bien plus de réalisations remarquables issues d'une profonde coopération collective que leur contraire.

Ce qu'il faut, c'est se le rappeler. Se rappeler que ces succès sont le fruit de l'action collective, s'entêter à poursuivre notre vision et notre action pour défendre nos rêves et nos idéaux communs, et les partager avec d'autres dans notre lutte commune.

À LA DÉCOUVERTE D'UNE DONATRICE

L'héritage d'Eleanor

Dans ce rapport annuel, nous rendons hommage à toutes les personnes qui choisissent de laisser un héritage aux générations futures en faisant un legs à Inter Pares. Nous vous présentons ici un aperçu de l'histoire d'Eleanor Millard, donatrice d'Inter Pares, et de sa vision d'un héritage pour la justice sociale.



L'été où j'ai obtenu mon diplôme de l'Université de la Colombie-Britannique je cherchais du travail et j'ai abouti au Yukon. Je n'en suis jamais repartie. Au début, j'étais travailleuse sociale, puis j'ai commencé à participer à des projets en éducation et en communication avec les Premières Nations partout dans le Nord, notamment comme ministre de l'Éducation du Yukon pendant plusieurs années. Mon profond intérêt pour Paulo Freire m'a incitée à co-crée les deux premiers projets d'alphabétisation au Yukon, à Dawson City et Whitehorse, et le Centre d'éducation au développement du Yukon de Whitehorse. J'ai écrit quatre livres

sur la vie dans le Nord et sa culture. Mes voyages m'ont amenée en Amérique centrale et dans les Antilles, et mon intérêt pour l'histoire et le développement s'est traduit par deux diplômes de maîtrise.

Ma première rencontre avec Inter Pares remonte à une conférence sur l'alphabétisation à Edmonton en 1979, dans un atelier sur Paulo Freire. Inter Pares a vraiment piqué ma curiosité. Débordant d'enthousiasme et d'énergie, ces gens-là avaient une approche formidable de la justice sociale. C'est là que j'ai commencé à faire des dons. J'aimais l'idée qu'Inter Pares travaille aussi au Canada. Ce qui m'a vraiment plu, c'est qu'Inter Pares collabore avec des organisations homologues plutôt que d'arriver en disant : «voici ce qu'il faut faire!» Quand j'ai préparé mon testament, il m'a donc paru tout à fait logique d'y prévoir un don à Inter Pares. Ce n'est pas le montant qui compte, c'est le fait de savoir qu'une chose que je connais continuera d'exister après moi.

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INTER PARES

Esperanza Moreno

2018 : cette année qui marque mon arrivée au conseil d'administration d'Inter Pares a été aussi exigeante que gratifiante.

Une année exigeante, parce qu'il a fallu mobiliser des ressources considérables et rendre des comptes pour accompagner et soutenir la mission d'Inter Pares et son travail en vue d'appuyer la lutte courageuse d'organismes et de mouvements sociaux contre l'injustice et la discrimination. Nous vivons dans un monde où les crises humanitaires et environnementales s'aggravent, où l'espace citoyen rétrécit, où fleurit le populisme de droite. Tout cela influe sur notre travail collectif pour la justice sociale et la défense des droits des personnes vulnérables. Mais cela n'a pas empêché les homologues d'Inter Pares de faire un travail remarquable en 2018.

Une année gratifiante, parce qu'Inter Pares a réussi à amplifier des projets prometteurs à travers le financement accru de nos programmes sur la santé et les droits reproductifs et sexuels; la participation au forum international du W7 à Ottawa; le plaidoyer pour une solide politique étrangère du Canada en réaction à la crise des Rohingyas; et le soutien d'organisations de défense des droits des groupes LGBTI, pour en citer quelques-uns.

En rétrospective à 2018, je veux rendre hommage à la qualité et à la contribution du personnel et du conseil d'administration d'Inter Pares. Doté d'un vaste éventail d'expériences, ce groupe de personnes démontre un engagement et une solidarité authentiques. Je suis honorée d'en faire partie, parce qu'ensemble, nous faisons progresser la mission d'Inter Pares : mondialiser l'égalité.



Rapport des vérificateurs indépendants sur les états financiers résumés aux membres du Conseil d'administration, Inter Pares

Opinion Les états financiers résumés, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date, sont tirés des états financiers audités d'Inter Pares pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

À notre avis, les états financiers résumés ci-joints constituent un résumé fidèle des états financiers audités, décrits à la note intitulée « Base de la présentation ».

Sommaire des états financiers Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les normes comptables canadiennes pour les organismes à but non lucratif. La lecture des états financiers résumés ne se substitue donc pas à la lecture des états financiers vérifiés d'Inter Pares.

Les états financiers vérifiés et notre rapport à ce sujet Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur les états financiers audités dans notre rapport daté du 15 mars 2019

Responsabilité de la direction pour le sommaire des états financiers Il incombe à la direction de préparer un résumé des états financiers vérifiés selon les critères décrits dans la note intitulée « Base de la présentation » incluse en tant que partie intégrante de ces états financiers résumés.

Responsabilité des vérificateurs Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur la conformité des états financiers résumés aux états financiers audités, conformément à nos procédures, qui ont été conduits conformément à la norme canadienne d'audit (NCA) 810, intitulée « Mandat de rendre compte des états financiers résumés ».

Ottawa, Ontario
15 mars 2019

Ouseley Hanvey Clipsham Deep LLP
Experts-comptables autorisés

Base de la présentation
Les états financiers résumés sont dérivés des états financiers audités complets, préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes à but non lucratif, au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date.

La préparation de ces états financiers résumés nécessite que la direction détermine les renseignements devant figurer dans les états financiers résumés de manière à ce qu'ils soient cohérents, à tous les égards importants, avec les états financiers audités ou qu'ils en représentent un sommaire juste.

Les états financiers résumés ont été préparés par la direction selon les critères suivants :

(a) les renseignements contenus dans les états financiers résumés concordent avec l'information correspondante contenue dans les états financiers audités complets; et

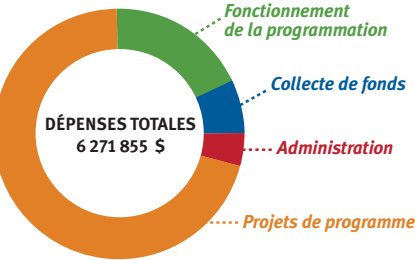
(b) dans tous leurs aspects significatifs, les états financiers résumés contiennent les renseignements nécessaires pour éviter de fausser ou de dissimuler les éléments révélés dans les états financiers audités complets correspondants, y compris les notes en annexe.

La direction a déterminé que l'état de l'évolution des soldes des fonds et des flux de trésorerie ne fournit pas d'informations utiles supplémentaires et ne les a donc pas inclus dans les états financiers résumés.

Les états financiers vérifiés complets sont disponibles sur demande.

Pour consulter la version intégrale des états financiers, visitez le www.interpares.ca/finances2018 ou communiquez avec Inter Pares pour obtenir une copie papier par la poste.

Dépenses d'Inter Pares en 2018



- 71 % Projets de programme :** transferts de fonds aux homologues qui œuvrent en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada
- 18 % Fonctionnement de la programmation :** gestion et suivi des programmes, salaires des gestionnaires de programmes
- 7 % Collecte de fonds :** production de reçus, systèmes de dons en ligne, coûts d'impression, frais bancaires, relations avec les donatrices et donateurs, salaires liés à la collecte de fonds
- 4 % Administration :** frais de bureau, gouvernance, gestion financière, salaires du personnel administratif

ÉTATS DES REVENUS ET DÉPENSES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018		2017	
	Opérations générales	Fonds de prévoyance	Fonds de Margaret Fleming McKay	Total
REVENU				
Dons	1 807 170 \$	— \$	42 623 \$	1 849 793 \$
Affaires mondiales Canada—MNCH	593 292	—	—	593 292
Affaires mondiales Canada—IDB	3 361 447	—	—	3 361 447
Contributions générées par les projets	—	—	—	9 000
Intérêts et divers	35 826	17 828	99 882	153 536
	5 797 735	17 828	142 505	5 958 068
DÉPENSES				
Programmation				
Projets	3 964 777	—	475 000	4 439 777
Fonctionnement	1 141 046	—	—	1 141 046
	5 105 823	—	475 000	5 580 823
Administration	250 357	—	—	250 357
Dépenses de collecte de fonds	440 675	—	—	440 675
	5 796 855	—	475 000	6 271 855
REVENU (DÉPENSE) NET POUR L'EXERCICE				
	880 \$	17 828 \$	(332 495) \$	(313 787) \$
				(50 629) \$

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
ACTIF		
COURANT		
Encaisse	3 444 559 \$	3 339 729 \$
Comptes à recevoir	121 563	178 143
Avances de programme	743 194	642 490
Frais payés d'avance	29 306	27 768
Investissements court terme	622 855	872 525
	4 961 477	5 060 655
INVESTISSEMENTS IMMOBILISATIONS		
	3 559 270	3 475 015
	546 008	560 128
	9 066 755 \$	9 095 798 \$
PASSIF		
COURANT		
Comptes à payer	80 063 \$	59 612 \$
Revenu reporté	3 565 455	3 296 101
	3 645 518	3 355 713
AVANTAGES PAYABLE RELIÉS AUX ANNÉES DE SERVICE		
	143 200	148 261
	3 788 718	3 503 974
ACTIFS NETS		
Excédent accumulé	290 739	275 739
Actifs nets immobilisés	546 008	560 128
Fonds de prévoyance	992 495	974 667
Fonds de Margaret Fleming McKay	3 448 795	3 781 290
	5 278 037	5 591 824
	9 066 755 \$	9 095 798 \$



Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles, Canada

Élevée en Irak, **Rasha Hilal Al-Baiyatti** ne sait que trop bien à quel point il est dangereux de limiter la démocratie et la libre expression. Elle a vu de ses yeux l'impact de la répression brutale de la société civile par un gouvernement.

C'est pour cela que Rasha – membre du personnel d'Inter Pares – participe maintenant avec passion au travail de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC). Inter Pares est membre fondateur de la CSILC et Rasha a été élu coprésidente du comité directeur en 2018. Pour elle, ce rôle a une dimension personnelle, professionnelle et politique.

La CSILC a pour but de veiller à ce que l'État canadien n'empiète pas sur les droits de la personne et la liberté d'expression. Elle réclame justice pour les personnes ciblées par un programme de *lutte au terrorisme*. La CSILC s'oppose aussi à la montée de l'intolérance sociale et judiciaire et de la xénophobie au nom de la sécurité nationale.

En 2018, la CSILC a lancé une campagne sur le projet de loi C-59, la soi-disant nouvelle *Loi concernant des questions de sécurité nationale*. Entre autres problèmes, C-59 autorise la surveillance massive par les organismes responsables de la sécurité nationale – qui pourraient recueillir des données de masse sur les canadiennes et les canadiens – sans exiger que les données aient été recueillies de manière conforme à la loi. Ces données pourraient servir à réprimer les dissidents et imposer des restrictions supplémentaires à des communautés déjà marginalisées. Au nom de la lutte contre le terrorisme, certains éléments de C-59 affaiblissent les libertés civiles et attisent la peur de *l'Autre*.

Rasha nous prévient : il ne faut pas laisser cette peur éroder notre liberté. Les lois relatives à la sécurité nationale réduisent trop souvent notre liberté même s'il n'est pas prouvé qu'elles augmentent notre sécurité. Rasha continue de soutenir la CSILC, afin d'empêcher la société canadienne de glisser vers un climat de répression et d'injustice, et pour promouvoir nos droits et libertés fondamentaux.

Rasha Hilal Al-Baiyatti
Coprésidente – CSILC

Rasha prévient : il ne faut pas laisser cette peur éroder notre liberté.

PRÈS DE

100 000

CANADIENS ET CANADIENNES POURRAIENT
ÉVENTUELLEMENT ÊTRE INSCRITS À TORT SUR LA LISTE
D'INTERDICTION DE VOL, SIMPLEMENT PARCE QU'ILS
PORTENT LES MÊMES NOMS.





Tiniguena, Guinée-Bissau

Sanhá João Correia a grandi sur l'île de Galinhas, dans l'Archipel des Bijagos en Guinée-Bissau. Il a vécu dans deux mondes : celui du savoir et des traditions des Bijagos et celui d'une université du Brésil où il a étudié l'agronomie. De retour chez lui, Sanhá travaille maintenant avec le partenaire d'Inter Pares, Tiniguena, où il supervise un programme novateur de jardins et de cantines scolaires.

À titre de membre fondateur du réseau de la société civile pour la souveraineté alimentaire et la nutrition (RESSAN-GB), Tiniguena et ses alliés ont réussi à influencer sur les politiques nationales en matière d'approvisionnement. En 2018, Tiniguena s'est associée au Programme alimentaire mondial et à d'autres ONG pour lancer un programme national de cantines scolaires. Plutôt que de dépendre de l'aide alimentaire venue d'ailleurs, le programme se procure des légumes frais, cultivés selon des méthodes biologiques dans des fermes locales. Tiniguena travaille avec 2000 agricultrices qui fournissent aux 5000 enfants de 37 écoles des légumes biologiques frais. Le programme compte aussi des jardins scolaires pour compléter le menu et servir de classes en plein air pour les cours de biologie, de nutrition et de jardinage.

Dans un pays aux prises avec l'accaparement des terres, où les femmes doivent surmonter mille obstacles pour accéder à la terre et aux marchés, le programme s'annonce très prometteur. Il améliore la nutrition des enfants, développe des compétences nouvelles en agroécologie et offre un marché sûr aux agricultrices. Si le projet pilote est un succès, il sera étendu à des écoles d'un bout à l'autre du pays.

Sanhá est fier des jardins scolaires. Guidé à la fois par sa culture autochtone et par les principes scientifiques de l'agroécologie, il transmet ses connaissances et sa passion aux nouvelles générations.



ERIC CHAURETTE

Sanhá João Correia
Agronome – Tiniguena

**Le programme de cantines scolaires
améliore la nutrition des enfants et
offre un marché sûr aux agricultrices.**

TINIGUENA
TRAVAILLE AVEC

2 000

AGRICULTRICES QUI FOURNISSENT À
5000 ÈLÈVES DES LÉGUMES BIOLOGIQUES FRAIS.



Fondo Lunaria et Poder Mestizo, Colombie

Dès l'enfance, **Tatiana Galera Cueto** a vu de ses yeux l'impact des groupes armés illégaux dans son Cordoba natal, un département du nord de la Colombie en bordure de la mer des Caraïbes. Zone largement rurale et conservatrice, le Cordoba a longtemps servi de corridor au trafic de stupéfiants et au conflit armé. En collusion avec les élites terriennes, des groupes paramilitaires ciblaient celles et ceux qui contestaient la profonde inégalité du statu quo – multipliant les assassinats de leaders de mouvements sociaux, les massacres et le déplacement forcé de collectivités entières. Gardiens des normes machistes et patriarcales, ces milices procédaient aussi à des opérations de *nettoyage social*, effaçant systématiquement toute trace de diversité sexuelle ou de genre. Ils ont ainsi donné au Cordoba le triste record de la deuxième région du pays pour ce qui est des victimes LGBTI.

En résistance, Tatiana et d'autres personnes LGBTI et leurs allié(e)s se sont réuni(e)s en 2012 pour former Poder Mestizo (Pouvoir métis). Et le groupe est devenu un acteur social de premier plan du Cordoba, offrant aux jeunes de la diversité une plateforme où s'exprimer par l'art, la musique, la danse et la mobilisation sociale. Pour contribuer avec justice à l'édification de la paix, Poder Mestizo a aussi sensibilisé les gens à l'impact du conflit sur les personnes LGBTI afin que leur vérité fasse partie intégrante de l'histoire officielle.

Poder Mestizo est l'un des 48 groupes de la base appuyés par Fondo Lunaria, un homologue d'Inter Pares. Au dire de Tatiana : « Cet appui a renforcé les compétences en leadership de nos membres et nous a permis de bâtir quelque chose qui nous appartient dans un domaine où ça n'avait jamais existé. Ça nous a motivés à continuer parce que maintenant, nous savons qu'il y a d'un bout à l'autre du pays bien d'autres personnes et bien d'autres organisations qui travaillent à la même chose que nous, dans des conditions parfois pires encore. »



PODER MESTIZO

Tatiana Galera Cueto
Membre – Poder Mestizo

Poder Mestizo sensibilise les gens à l'impact du conflit sur les personnes LGBTI afin que leur vérité fasse partie intégrante de l'histoire officielle.

PODER MESTIZO EST L'UN DES

48

GROUPES DE LA BASE APPUYÉS
PAR FONDO LUNARIA,
HOMOLOGUE D'INTER PARES.



Centre Likhaan pour la santé des femmes, Philippines

Élevé sous la dictature de Marcos dans les années 1970 et 1980, **Arnold Vega** a vu de ses yeux la répression des organisations communautaires. Mais dans son adolescence, il a aussi constaté la force de la *révolution du pouvoir populaire* qui a ramené la démocratie aux Philippines. Des années plus tard, le président Duterte réprime à nouveau la libre expression. La violence d'État est partout. La culture de la misogynie prospère. Les intégrismes étouffent les droits reproductifs.

C'est pour cela que chaque matin, Arnold Vega se lève à quatre heures pour prendre l'autobus qui l'amène – trois heures plus tard – au cœur de Manille où il travaille avec le Centre Likhaan pour la santé des femmes, une organisation féministe de la société civile. Chaque soir, il fait le trajet en sens inverse – encore plus lent s'il y a des embouteillages – pour revenir chez lui.

Arnold Vega
Coordonnateur médical
– Centre Likhaan pour la santé des femmes

AU TOTAL,

13 068

PERSONNES ONT ÉTÉ REJOINTES AU COURS DES SESSIONS
DE SENSIBILISATION.





Tenaganita et Coalition des ethnies birmanes, Malaisie

Pour la troisième fois ce jour-là, **Elise Chen** téléphone pour savoir ce qui est arrivé à un réfugié d'une minorité birmane détenu dans un centre de surveillance de l'immigration. Pas de réponse. L'an dernier, les autorités malaisiennes ont arrêté, détenu et maltraité plus de 1800 réfugié(e)s. Femmes enceintes, vieillards et enfants, nul n'est épargné.

Elise travaille avec Tenaganita, une organisation malaisienne qui défend les droits des femmes, des migrant(e)s et des réfugié(e)s. Avec l'appui d'Inter Pares, Tenaganita offre mentorat et assistance à la Coalition des ethnies birmanes en Malaisie (COBEM), une alliance de huit groupes communautaires de réfugiés birmans auto-organisés. COBEM offre des services à plus de 60 000 personnes – soins de santé, éducation et aide en cas de détention arbitraire.

COBEM fait aussi le lien entre les collectivités et l'Agence des Nations Unies pour les réfugié(e)s (HCR). En juin dernier, le HCR a annoncé le retrait du statut de réfugié(e) pour les Chins, malgré le conflit et la militarisation qui persistent dans l'État Chin en Birmanie. COBEM s'est vivement opposé à cette décision, avec l'Organisation chin pour les droits de la personne, un autre homologue d'Inter Pares, qui documente les violations systématiques des droits. Le HCR a récemment interrompu le processus de retrait, citant de nouvelles recherches et l'opposition de la collectivité.

C'est une victoire – mais la lutte continue pour l'obtention d'un statut juridique en Malaisie. À l'heure où les violations des droits se poursuivent impunément en Birmanie, il est clair que le retour à la maison n'est pas une option immédiate pour bien des personnes qui ont fui. Pour les personnes réfugiées en attente dans les pays voisins, à qui l'on reconnaît souvent peu de droits, la solidarité internationale est plus urgente que jamais. Entretemps, Elise continuera de défendre les droits des personnes réfugiées et Inter Pares restera aux côtés de Tenaganita et COBEM.

Philippines

Arnold pourrait trouver du travail dans les alentours, mais il croit passionnément en la mission de Likhaan – offrir dans le respect des soins de santé sexuelle et reproductif de qualité à des femmes et des filles issues de collectivités parmi les plus marginalisées des Philippines. Chaque clinique de Likhaan possède un réseau de travailleurs et de bénévoles de la santé avec qui Arnold collabore étroitement. Ils font du travail de sensibilisation communautaire, parlent aux femmes et aux filles chez elles, dans les rues et les ruelles, afin que la collectivité apprenne à défendre elle-même ses droits. C'est cette vision qui soutient Arnold dans ses longs trajets d'autobus : une fusion des soins médicaux et de l'organisation politique pour une société juste et égalitaire, axée sur la lutte pour les droits des femmes.

C'est un honneur pour Inter Pares de travailler avec Arnold et de soutenir le courageux travail de Likhaan.

Dans un monde qui discrédite et ignore les femmes et les filles, Likhaan fournit des services sûr et respectueux qui favorisent autonomie et bien-être.



RITA MORBIA

PLUS DE

60 000

RÉFUGIÉS DE BIRMANIE
SONT PRIS EN CHARGE PAR
COBEM ET SES MEMBRES.



SAVANITHA MCGAVIN

Elise Chen
Agente de programme – Tenaganita

Pour les personnes réfugiées en attente dans les pays voisins, à qui l'on reconnaît souvent peu de droits, la solidarité et l'attention internationale sont plus urgentes que jamais.

